“Plus jamais” nous ne soutiendrons une “Union de la gauche” qui s’engage à gouverner dans le cadre du capitalisme !

Avec la crise sanitaire, les appels se sont multipliés pour le « jour d’après ». Des politiciens des Verts (Jadot), du PS (Faure) et du PCF (Brossat, Laurent) ont signé ensemble une tribune dans l’Obs pour préparer l’alternance politique ensemble… avec même avec une ex-ministre de Juppé (Corinne Lepage)[1] . Mais la tribune qui a eu le plus de retentissement est « Plus jamais ça », lancée fin mars par des responsables syndicaux (dont Martinez de la CGT) et associatifs (Oxfam, Greenpeace…). Le 20 mai, une réunion ouverte aux partis politiques a été organisée, et la quasi-totalité des partis de gauche (hormis la France insoumise et le NPA) se sont dits prêts à soutenir la démarche initiée par la tribune. Depuis, le collectif « Plus jamais ça » a sorti un « plan de sortie de crise » détaillé qui se veut un programme précis dont pourrait se saisir un gouvernement de gauche.

Nous allons ici examiner le contenu de ce texte emblématique d’une gauche qui se propose de recommencer ce qui a échoué : faire de belles promesses sans se donner des moyens sérieux de les réaliser ne peut que conduire à les trahir. Même si ce texte peut paraître « radical » dans certaines de ses promesses, il sera probablement soutenu par le PS ou les Verts pour une raison principale : il ne s’attaque en rien à la propriété et aux institutions capitalistes, et donc il est parfaitement acceptable pour ces partis de la gauche bourgeoise qui ont renoncé à tout… sauf à tromper les travailleurs/ses sur la possibilité de « répartir les richesses » dans le cadre du système sans même imposer un quelconque rapport de force entre les classes sociales.

Toutes ces tribunes politiciennes qui visent à préparer une nouvelle « Union de la gauche » (et à éviter à tout prix le scénario de 2017 où Mélenchon et la France insoumise les avaient marginalisés) sont des pièges, mais elles ne peuvent pas convaincre massivement les travailleurs/ses et perturber le duel annoncé entre le bloc bourgeois de Macron et le bloc facho de Le Pen.

Le « plan de sortie de crise » de Martinez et Duflot : satisfaire les besoins sociaux et régler les

problèmes écologiques par la politique monétaire et la fiscalité ?

Des revendications globalement justes, mais limitées et impossibles à satisfaire dans le cadre du capitalisme en crise

Les deux premières parties du « plan de sortie de crise » énumèrent toute une série de revendications sociales et écologiques parfaitement justifiées bien que limitées.

Sur la santé

D'une part, le texte comporte des revendications pour faire face à l'urgence sanitaire, comme la gratuité des masques et tests, un plan d'urgence pour l'hôpital public…

Sur les violences faites aux femmes

En revanche, on trouve un paragraphe flou sur la lutte contre les violences faites aux femmes et rien de clair ni « chiffré » comme le prétend l'introduction sur le nombre de places en centre d'hébergement d'urgence et en crèches.

Sur les salaires

Le texte reprend des revendications traditionnelles portées par les organisations syndicales : une hausse des salaires d'au moins 200 € alors même que les revendications des soignant-e-s actuellement en lutte vont d'une hausse de 300 à 500€… Le SMIC à 1700 € net, la baisse du temps de travail (32h) sans perte de salaire et flexibilisation, et la revalorisation des minimas sociaux sont des revendications légitimes mais qui pourraient être poussées plus loin et surtout accompagnées d'une indexation des salaires sur les prix dans un contexte où l'inflation future menace le pouvoir d'achat des travailleurs-ses.

Sur le logement

On trouve également des revendications intéressantes sur le logement (réquisition des logements vides, moratoire sur les loyers, construction massive de logements sociaux).

Des revendications irréalisables dans le cadre du capitalisme en crise

Cependant le texte contourne soignement la question de savoir comment ces revendications pourraient être satisfaites dans le cadre du capitalisme en crise.

Il est juste de réclamer des milliards pour les travailleurs/ses… mais le texte ne remet pas en cause les milliards pour les patrons. Simplement, il faudrait pour eux que ces aides aient des « contreparties » sans que celles-ci soient précisées. En réalité, les signataires sont d'accord avec le principe de distribuer des milliards aux patrons pour

éviter les faillites, mais ils en discutent les modalités. Cette position ne doit pas nous surprendre : à partir du moment où le texte ne remet pas en cause le capitalisme, il est rationnel de sauver les entreprises capitalistes de la faillite : « there is no alternative » comme dirait Thatcher ! (à déplacer à la fin ?)

Des revendications en deçà du minimum nécessaire pour maintenir les conditions de vie des travailleur.se.s

Sur les licenciements, ça se gâte : ils sont pour l'interdiction des licenciements… dans les entreprises qui font du profit. Petit problème : avec la crise, la plupart des entreprises qui vont licencier feront des pertes… tant pis pour ces travailleurs/ses. La logique du texte est claire : subordonner les revendications à la logique capitaliste. Si les entreprises peuvent continuer à faire du profit sans licencier, alors on leur interdit de faire des licenciements… mais si elles ont besoin de licencier pour restaurer leurs profits, alors on les autorise ! Mais qu'on se rassure : nos bonnes âmes de gauche sont pour une revalorisation des minimas sociaux…

On remarquera donc que la satisfaction de ces revendications constituerait bien sûr des progrès pour les travailleurs-ses. Néanmoins, il est important de remarquer que ces revendications « quantitatives » ne remettent pas en cause l'ordre capitaliste. Des mesures qui remettraient en cause, même partiellement, la logique capitaliste sont écartées ou renvoyées à plus tard. Il en est ainsi d'une éventuelle extension de la sécurité sociale à l'alimentation, que le texte envisage « d'explorer ».

Le problème fondamental de ce texte ne réside pas dans ces revendications. Il réside dans les moyens qu'ils veulent se donner pour les satisfaire : des moyens dérisoires qui programment un échec assuré et de nouvelles désillusions.

… et un refus de se donner les moyens de satisfaire les revendications, en refusant de s'attaquer à la propriété capitaliste

La troisième partie est consacrée aux moyens permettant la satisfaction des revendications sociales des deux premières parties. Attention les yeux, on nous annonce un « changement de logiciel » ! Cela semble très ambitieux, mais on comprend vite que logiciel n'implique pas du tout la carte mère, puisqu'on nous explique qu'il faut « *réorienter la politique monétaire, contrôler la finance, utiliser la dette publique à bon escient et revoir fondamentalement la politique fiscale* ». Autrement dit, la « révolution écologique et sociale » préconisée par le texte (nos amis ont un point commun avec Macron : utiliser le mot « révolution » à torts et à travers) se résume à une « bonne » politique monétaire et fiscale.

Dans le détail, le texte préconise un rachat de dette publique par les banques centrales avec un taux d'intérêt nul et le statut de dette perpétuelle (qui ne sera jamais remboursée). Cela peut sembler radical, mais c'est à peu de choses près ce que fait déjà la BCE. En effet, les intérets versés à la banque centrale sont ensuite reversés aux

Etats : le coût de la dette est nulle pour les Etats quand les titres de dettes sont rachetées par la banque centrale. En outre, même si la dette n'est pas perpétuelle, la dette actuelle est remboursée par l'émission de nouveaux titres, donc le coût est là aussi nul pour les Etats. Donc les gouvernements bourgeois de l'Union européenne appliquent actuellement des mesures qui ont les mêmes effets que les préconisations de « plus jamais ça ».

Dans le monde imaginaire des antilibéraux, la vie est belle : il serait possible de distribuer des milliards à tout le monde (aux patrons et aux travailleurs/ses), et il suffirait de financer ces dépenses par la création monétaire (dette rachetée par la banque centrale). Ils proclament d'ailleurs (titre de la partie 3) : « l'argent magique existe »…

Bien évidemment, c'est une illusion. Il ne suffit pas de créer de l'argent pour satisfaire les besoins de tout le monde, car cet argent doit correspondre à une production. Si l'argent est créé en quantité trop abondante (par rapport à la production), alors l'inflation sur les biens et services augmente (et donc le pouvoir d'achat baisse) ou bien c'est l'inflation financière qui s'envole (cet argent est utilisé pour acheter des titres financiers).

Pour nos antilibéraux, il n'est donc pas question d'annuler la dette : il faut la monétiser par des achats massifs de la banque centrale. Pour la dette détenue par les banques et les assurances, le texte se fait très prudent : « *La question de la dette doit faire l'objet d'audits citoyens pour décider le meilleur moyen de s'affranchir du diktat des marchés financiers, sans que cela mène à l'appauvrissement des populations les plus vulnérables et la catastrophe écologique* ». Derrière tout cela, on a bien compris le message : pas d'annulation. Pourtant, ce serait une mesure salutaire : annuler la dette, c'est redistribuer le patrimoine, car quand il y a un débiteur, il y a forcément un créancier (celui qui doit être remboursé par le débiteur). Si on annule la dette publique détenue par les banques et assurances, il faut décider quel créancier va être spolié. Nous avons quelques idées à ce sujet : on pourrait par exemple dévaloriser les gros comptes en banque et les gros plans d'assurance vie : la perte enregistrée par les banques en raison de l'annulation de la dette se traduira par la dévalorisation de l'épargne des plus riches. Mais nos « révolutionnaires » ne veulent pas s'aventurer sur ce terrain : ils préfèrent financer leurs promesses par de « l'argent magique »…

Dans le cas des pays du Sud, ce seront des capitalistes financiers des pays impérialistes du Nord qui seront directement impactés. Il est donc faux de penser comme l'explique le texte que les pays du G20 pourraient s'entendre sur une annulation de la dette de ces pays. D'ailleurs les annonces de Macron sur l'annulation de la dette des pays africains ont vite été transformées en un « moratoire » sur les seuls intérêts de la dette. Un véritable « moratoire » sur la dette des pays du Sud qui ne soit pas juste un effet d'annonce ne pourra avoir lieu que sur la base d'un rapport de force initié par des mobilisations de masse dans ces pays, telles que nous l'avons vu récemment au Chili, au Liban, au Soudan…

Les antilibéraux prétendent en général vouloir s'attaquer à la finance, à défaut de vouloir s'attaquer au capitalisme dans son ensemble. Leur ennemie la finance ne sera en l'occurrence pas trop maltraitée : les banques seront « régulées », avec une séparation des activités de dépôts et des activités d'affaires. Elles ne seront pas nationalisées, contrairement à ce qu'a entrepris le gauchiste Mitterrand en 1981. Nos antilibéraux proposent simplement de constituer un « pôle public financier » à partir des entités publiques existantes (Caisse des dépôts, La Poste et CNP) !

Le texte met en avant un autre levier pour réaliser les aspirations de la population : une bonne politique fiscale. Rien de bien nouveau, on connaît la chanson : créer un impôt significatif sur le capital, augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu, lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

C'est la recette traditionnelle des gouvernements de gauche : par la fiscalité, on prend sur les profits pour financer les besoins sociaux. Sauf que cela ne marche pas : quand le capitalisme est en crise, il n'y a pas de marge de manœuvre pour une telle politique. La crise s'accentue, et les gouvernements de gauche finissent par opérer un virage et à rétablir une fiscalité favorable aux profits. Non pas parce qu'ils sont « méchants », mais parce qu'ils sont obligés de le faire à partir du moment où ils ne remettent pas en cause le capitalisme.

Si cette gauche voulait apparaître comme « sérieuse », elle ferait mine de s'en prendre à la propriété, à la concurrence, et aux institutions capitalistes, au moins partiellement. Ce n'est pas le cas :

– il n'y a aucune remise en cause de la propriété capitaliste

– ils veulent s'opposer à certains traités de libre échange mais ils s'en remettent à la Commission européenne pour mieux les négocier…

– ils font abstraction de la « contrainte extérieure » : aucun contrôle des échanges extérieurs, aucun contrôle des changes. Ce serait « nationaliste » pour ces belles âmes… Les capitalistes ont donc carte blanche pour faire circuler librement leurs marchandises et leurs capitaux…

– pas question de rompre avec l'Union européenne : pourtant, l'expérience de la gauche radicale grecque au pouvoir en 2014 a montré à quel point l'Union Européenne et ses institutions (Commission européenne, BCE…) étaient des armes de guerre au service des capitalistes pour empêcher toute tentative même réformiste de remise en cause des politiques d'austérité. Il ne reste plus qu'à prier pour que la Commission européenne et la banque centrale européenne apportent sa pleine collaboration à la réussite du gouvernement Martinez/Duflot ! Mais bien entendu, pour nous, la rupture avec l'UE ne peut donner des marges de manoeuvre que si elle est anticapitaliste, si elle s'attaque à la propriété capitaliste et donc en son fond révolutionnaire.

Enfin, le texte se termine par une dernière partie sur la « reconversion écologique et sociale des activités », catalogue de bons sentiments qui permettent d'envisager un rapprochement avec le vendeur de shampooing Nicolas Hulot. D'ailleurs, dans une interview à Libération, Aurélie Trouvé (dirigeante d'Attac) a précisé que le programme de « Plus jamais ça » n'était pas incompatible avec celui de Hulot et Berger… D'ailleurs sa copine Duflot (Oxfam) a signé les deux !

Dans cette dernière partie, on nous explique qu'il faut « repenser les mobilités » en développant le vélo au détriment de la voiture. Il faut mettre en place une « économie sobre », développer les énergies renouvelables, augmenter la durée de vie des produits, préserver l'autonomie des utilisateurs, développer les circuits courts. Il ne manque aucun des mots clés de l'écologie de salon… Il manque juste là aussi les moyens pour traduire ces bons sentiments dans la réalité. Pour cela, il faudrait que les travailleurs/ses prennent le contrôle des moyens de production, planifient la production… car les capitalistes n'ont que faire des recommandations de Duflot. La radicalité de nos écologistes de salon va néanmoins jusqu'à vouloir « réglementer » la publicité… Jacques Séguéla est à coup sur terrifié. Ajoutons qu'ils font preuve aussi d'un certain humour involontaire, notamment quand ils préconisent d'interdire les « dividendes climaticides ». On n'en saura pas bien plus, mais on imagine qu'il faudra nommer un comité d'experts pour savoir si les dividendes sont « verts » ou « marrons ». Dans un contexte de forte interdépendance entre multinationales, filiales, sous-traitants, l'ultra-majorité des dividendes sont liés de près ou de loin à des activités destructrices pour l'environnement. Peut-être est-ce là la contribution de Greenpeace dont la politique de lobby dans les grandes conférences climatiques hypocrites type COP21 l'a conduit à s'adapter aux options du capitalisme vert.

Un vide sur les questions démocratiques et les violences policières

Sur la question de la répression, le programme se limite à l'abrogation de l'état d'urgence sanitaire qui contient en effet des mesures liberticides qui donnent plus de pouvoir à la police. Mais le renforcement de l'appareil répressif de l'Etat est déjà bien antérieur à la crise sanitaire : on se souvient par exemple de la constitutionnalisation de l'état d'urgence après les attentats de 2015 sous le gouvernement PS ou plus récemment de la « loi anticasseurs » de Christophe Castaner pendant le mouvement des gilets jaunes. Les violences policières qui touchent en particulier les quartiers des périphéries des grandes villes où habitent majoritairement des personnes victimes du racisme sont elles aussi antérieures à la crise sanitaire même si elles se sont amplifiées pendant celle-ci. Un véritable programme de « sortie de crise » devrait alors pointer explicitement le rôle de la police dans le système : défendre la stabilité de la société actuelle avec toutes les oppressions qu'elle contient ! Du point de vue des revendications, le programme n'avance même pas à minima le désarmement de la police (armes létales et non-létales) ni la dissolution de toutes les brigades spéciales (BAC, CRS, CSI, Gendarmes Mobiles), dont la dernière « nouveauté », les BRAV se sont

particulièrement illustrés à la sortie du confinement. Cette timidité réformiste s'exprime dans l'idée qu'une « bonne police » serait possible, dont on trouve l'illustration par exemple dans la proposition du programme de « *formation des policier-es […] afin que le recueil de la parole en matière de violences de genre et à leur identification soient garantis* ». Une « bonne police » ne peut pas exister, car elle a pour rôle fondamental de réprimer les mouvements sociaux et de maintenir les oppressions, y compris le sexisme lorsqu'elle ferme les yeux par exemple sur les violences conjugales.

Sur les questions de droits démocratiques, ce programme contient des éléments essentiels sur la question des droits des migrant-e-s comme la fermeture des Centres de Rétention Administrative (CRA), la régularisation des sans-papiers, mais ne remet pas fondamentalement en cause l'architecture institutionnelle de la Ve République qui permet par exemple au gouvernement de passer en force sur les mesures anti-sociales, avec l'article 49-3 de la constitution et les ordonnances, ou encore de s'accorder les pleins pouvoirs avec l'article 16. Cette absence de contenu sur les questions de régime et de démocratie contraste avec la centralité que lui donnait pourtant, certes de manière parfois confuse, le mouvement des gilets jaunes.

Notes

[1] On pourra lire avec intérêt la critique d'Ugo Palheta : https://www.contretemps.eu/replatrage-rupture-appel-gauche-strategie/

ARC, le 22 juin 2020